

Les leurres et le prix des leurres



Les titres auxquels vous avez échappé :

Le premier leurre, c'est le titre !
Inventons le fil à couper le leurre !
Le leurre et l'agent du leurre
L'assiette au leurre
A quel leurre on se lève ?
et nous, on compte pour du leurre ?

23 mars 2025

Plan

0 Avertissement

1 Contexte

- 1 1 Les guerres
- 1 2 Redistribution des pouvoirs à l'échelle planétaire
- 1 3 Guerres commerciales

2 Des leurres

- 2 1 Hommes de spectacle
- 2 2 Mythes ou réalité
- 2 3 Phrases provocatrices
- 2 4 Surjouer les codes du fascisme pour provoquer la sidération
- 2 5 La stratégie du choc
- 2 6 Les aventuriers de la démocratie perdue

3 Le prix du leurre

- 3 1 Les moyens
- 3 2 Les populations cibles
- 3 3 Il lui faut bien des soutiens

4 Des réactions

- 4 1 A l'intérieur
- 4 2 A l'étranger

5 Ce que cachent ces leurres

- 5 1 Un Etat mutant
- 5 2 Une guerre qui vient

6 Quelques réflexions en vrac

- 6 1 Jusqu'où défendre ce qu'on critique ?
- 6 2 Avec quels alliés se positionner ?



0 Avertissement

Ce topo a des ambitions démesurées en comparaison avec nos forces.

Mais il s'agit de ne pas nous laisser leurrer par les récits médiatiques, aller au-delà des lignes que les médias nous donnent à lire, au-delà des images qu'ils nous donnent à voir.

Trump et sa clique ne sont-ils que des leurres ?

Même si votre réponse est oui, il n'empêche que certain-es vont payer très cher.

Même si votre réponse est oui, que se cache-t-il derrière ces leurres ?

Ce topo suscitera peut-être des réflexions, et la construction d'une pensée collective.

C'est déjà résister, non ?

A la fin de ce topo, on s'est dit que le pain bio ou les toilettes sèches ne sont pas forcément des solutions à cette situation.

Mais peut-être les oursons en guimauve... ?



1 Contexte :

Partons du contexte dans lequel évoluent ces personnages, pour mieux comprendre ce qui se joue en ce moment.

1 1- Guerres dans plusieurs régions du globe

Les deux guerres les plus médiatisées en France, c'est la guerre Russie/Ukraine, qui pourrait s'élargir à une bonne partie de l'Europe ; et la guerre Israël/ Palestine, où un génocide est en cours, qui pourrait s'élargir à différents pays du Moyen-Orient , dont l'Iran.

l'ONU a comptabilisé en ce début 2025 une soixantaine de conflits armés, guerres entre voisins ou guerres civiles, sur 197 Etats recensés

Voici un florilège d'une dizaine d'entre eux :

- Afrique

Nouvel Etat radical en Syrie, qui semble vouloir éradiquer ses opposants de la manière forte. La Turquie et Israël convoitent des portions de ce territoire affaibli par une décennie de conflits.

Guerre civile au Soudan, un tiers de la population (12 millions) a fui le pays, dans les pays limitrophes bien souvent. Ceux qui restent connaissent de graves pénuries alimentaires (en d'autres termes : la famine).

En RDC, la guerre civile en cours qui est soutenue par les pays voisins, dont le Rwanda.

- Moyen-Orient

Conflit au Yémen : les USA ont attaqué les Houthis (soutenus par l'Iran). En effet, les Houthis avaient préalablement lancé un missile sur Israël, qui avait auparavant fermé l'entrée de toute aide humanitaire à Gaza. Après l'attaque US, les Houthis menacent d'une escalade dans la riposte : ils ont d'ailleurs lancé des missiles sur un navire américain. De son côté, Trump menace l'Iran.

En Syrie, les nouveaux maîtres ont commencé les assassinats de masse pour des raisons politico-ethniques. Des conflits qui peuvent dégénérer en guerre civile.

- Asie

Guerre civile au Myanmar : depuis 5 ans différentes factions armées s'opposent. Des milliers de morts et une économie épuisée. Sous le regard Chinois qui arme une des armées, en attendant sa victoire.

Coup d'état raté en **Corée du Sud** en décembre 2024, et déploiement de troupes nord-coréennes à la frontière. Des soldats nord-coréens combattent aux côtés de soldats russes en Ukraine.

Taiwan est objet de convoitise chinoise. La Chine encercle épisodiquement l'île avec sa marine, pour faire des « exercices », ce qui fait monter la tension avec les USA. Cette région du Pacifique est une source de conflit aussi avec l'Europe, son sous-sol est très riche en minerais.

Au **Bangladesh**, un soulèvement populaire a poussé la première ministre honnie à démissionner.

En **Afghanistan**, les talibans au pouvoir depuis 2021 mènent une guerre non seulement contre leurs opposants, mais contre les femmes. Actes qu'Amnesty qualifie de « crime contre l'humanité » pour persécutions d'ordre sexiste.

Amérique latine

Au **Mexique** : L'expulsion des migrants mexicains aux USA a commencé, Trump menace de bombarder les cartels de drogue sur le sol mexicain. Le gouvernement mexicain riposte en déclarant toute ingérence étrangère anticonstitutionnelle, et passible de sanctions.

Antilles

En **Haïti** : le chaos de la société civile est tel que des milliers de haïtiens cherchent à migrer : en République Dominicaine, voisine, et... en Floride qui est très proche.

1 2 - Redistribution des pouvoirs à l'échelle planétaire

- Les USA, tout puissants depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale, connaissent un déclin économique, et donc de puissance impérialiste. La Chine en pleine expansion ne se gêne pas pour revendiquer le leadership mondial. La Russie est courtisée par ces deux puissances : Poutine avait signé un accord avec la Chine quelques jours avant d'envahir l'Ukraine. Trump tente d'attirer Poutine dans son escarcelle, en faisant mine de le traiter d'égal à égal. Maintenant que l'économie de la Russie est fragilisée¹, c'est le moment de la récupérer (pour les USA). Par ailleurs, la Russie peut être un salutaire fournisseur de matières premières, et un

¹ Ce fut la même stratégie que pendant la guerre froide ; puis pendant la *guerre des étoiles* : il s'agissait d'épuiser l'économie soviétique pour assurer la domination planétaire américaine. La course à l'IA, en concurrence avec la Chine, pourrait produire les mêmes effets, cette fois au détriment des USA qui courent derrière la technologie chinoise.

complice/rival dans l'accès aux ressources de l'Arctique² (après l'annexion du Groenland, revendiquée par Trump).

- De plus, l'Ukraine est un gâteau convoité par les USA (Trump exige des ukrainiens le remboursement d'une dette de guerre qu'il estime arbitrairement à 500 milliards de \$. Somme qui aurait été investie dans le « soutien à l'Ukraine » depuis 2022. C'est donc le pillage des ressources ukrainiennes (dont les minerais et les céréales) que Trump organise, au profit des entreprises américaines. La Russie lorgne sur diverses annexions territoriales. Et l'Europe, sur son strapontin, voudrait bien marchander quelques miettes.

- Vers quels alliés se tourneront les pays européens ? Resteront-ils sous la tutelle des USA ? Se tourneront-ils vers la Chine, en signant de nouveaux accords commerciaux et militaires (cas de l'Allemagne) ? Resteront-ils fidèles à Poutine (cas de la Hongrie, de la Serbie) ?

1 3 - Guerre commerciale : *America first* !

- « Il est temps pour les pays que l'Amérique a aidés par le passé de rembourser la *dette* » : Selon Trump, tous ces pays (dont les européens) doivent payer la facture en augmentant leurs investissements et leurs achats aux États-Unis, en particulier leurs achats d'armes (c'est la raison pour laquelle Trump veut obliger l'Europe à augmenter ses dépenses militaires). Au contraire, en imposant le dollar comme monnaie internationale, toutes les transactions se faisant dans cette monnaie, les USA tentent de renforcer le dollar qui revient continuellement dans l'économie américaine.

- L'augmentation des droits de douanes sur l'acier et l'aluminium à l'encontre du Canada (25% et menace à 50%) ou de l'Europe a pour objectif de casser l'industrie automobile canadienne et européenne, et d'obliger ces pays à acheter des voitures américaines. De même pour le Mexique où les droits de douanes sont envisagés par les USA. La Commission européenne estime que ces mesures affecteront 26 milliards d'euros de marchandises. Elle a précisé que la réplique de l'UE toucherait le même montant de marchandises américaines, dont le bourbon américain. Trump a répliqué en menaçant de taxer à 200% le champagne. Le suspense grandit : quelle sera la surenchère française ?

² Il est prévu qu'avec le réchauffement climatique l'océan arctique soit en eau libre (sans glace) pendant une bonne partie de l'année, en 2050. Ce qui permettra les prospections sous-marines et le commerce maritime, nettement plus court qu'en passant par le canal de Panama. Canal dont les ports viennent d'être vendus aux américaines par les chinois...



2 - Des leurres

les dirigeants politiques américains les plus médiatisés furent des hommes de Télévision ou ont fréquenté longuement le monde du spectacle. Leurs gesticulations qui font réagir les médias nous semblent calculées. Il s'agirait de focaliser l'attention sur ces provocations outrancières.

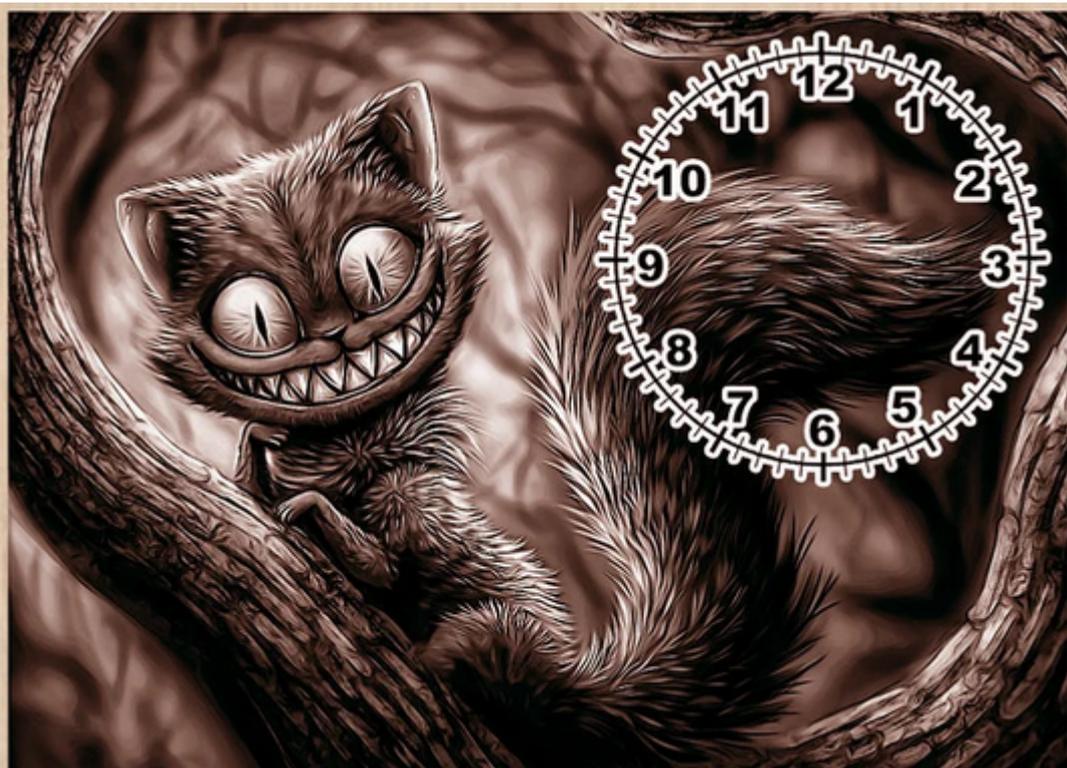
2 1 - Hommes de spectacle

Trump est rodé au spectacle , producteur et animateur, célébrité médiatique dès les années 1980, il est très impliqué dans le secteur télévisuel . Il a notamment présenté pendant 10 ans une émission de télé-réalité. De là à imaginer une mise en scène de la dispute Zelensky/Trump (deux ex-comédiens professionnels)... ?

Musk, l'homme le plus riche du monde, maîtrise les codes marketing et le storytelling (*communication narrative* en français, se définit comme l'art de raconter une histoire afin de vendre un produit) en tant que bon chef d'entreprise. Il côtoie aussi le show biz depuis sa plus tendre enfance car fils de mannequin et compagnon successif de romancière à succès, chanteuse, actrices, etc... On a notamment pu le voir à différents événements du monde du spectacle dont le Met Gala, la grand-messe internationale des stars.

Il est par ailleurs propriétaire du réseau social X, de SpaceX, de l'entreprise de construction de véhicules électriques Tesla. Il a été épinglé par le passé pour avoir fait obstruction à la syndicalisation de ses employés dans le monde. Il a procédé à des licenciements massifs après le rachat de Twitter (devenu X), finalisé en octobre 2022, et il a annoncé mi-avril 2024, dans un courrier interne, le licenciement de « plus de 10% » des effectifs mondiaux de Tesla, soit au moins 14.000 personnes.

Vance, vice-président des États-Unis, est un habitué de la propagande. Il a servi dans le Corps des marines de 2003 à 2007, notamment en Irak comme correspondant de guerre durant six mois fin 2005. Là, il est affecté à la « section des affaires publiques ». Puis JD Hamel Vance fréquente l'université d'État de l'Ohio, où il obtient un Bachelor of Arts en sciences politiques et philosophie en 2009. Il a également mis en scène sa propre trajectoire d'homme blanc déclassé qui a réussi à force de travail et de foi à travers une autobiographie qui a été portée au cinéma (on vous épargne la ref). Tout ça pour dire qu'il sait fabriquer et diriger des opinions...



2 2- Mythe ou réalité ?

Avec de pareils experts en communication, on ne sait plus trop si les annonces de changements brutaux dans tous les domaines, de la part de Trump et de son administration, sont un mythe qui resteront dans le domaine des mythes, ou si elles se concrétiseront dans la réalité. Un peu des deux, sûrement. Quoiqu'au fur et à mesure que les jours passent, on voit une réalité dystopique se mettre en place.

le mythe, c'est une phrase choc, jusqu'au moment où elle devient une réalité :

Mais, dans tous les cas, Trump est gagnant car soit ça reste du leurre et ça maintient la peur en place, soit ça se concrétise à son bénéfice. Prenons trois exemples qui paraissent tellement exorbitants qu'on a bien envie de ne pas croire en leur réalité.

- Panama : C'est un cas où la force verbale semble marcher. Au début de son mandat, Trump claironne qu'il va annexer le canal de Panama. Deux mois plus tard, le conglomérat hongkongais Hutchison annonce qu'il va vendre les ports du canal qu'il possède à BlackRock et à MSC (containers). Hutchison vend dans la foulée d'autres actifs détenus dans d'autres ports, dont Rotterdam, Barcelone.

- L'annexion Groenland : Avec les nouvelles routes de la soie et le réchauffement climatique, les navires chinois vont emprunter de plus en plus la route du Nord, le long du Groenland, voire de l'Arctique. Ce qui irrite (le mot est faible) les américains. Par ailleurs, le sous-sol groenlandais est riche en hydrocarbure et en minerais. « *Cela finira par arriver* » menace Trump en mars 2025, par la force (militaire) ou par la guerre commerciale (l'arme des droits de douanes) vis-à-vis du Danemark, qui ne peut faire le poids.

- La riviera de luxe sur les cadavres de Gaza : Derrière l'ignominie qui consiste à déporter de force les palestiniens survivants du génocide de Gaza (et dans la foulée de Cisjordanie), cette annonce provocatrice est un épisode stratégique de plus pour contrer l'influence grandissante de la Chine au Moyen-Orient. Mettre un pied américain sur Gaza, c'est reprendre le contrôle de cette partie de la Méditerranée, voire de la Mer Rouge.

Par ailleurs, l'Égypte et la Jordanie, pays prévus dans le plan étatsuniens pour parquer les palestiniens dans des camps de réfugiés, ne peuvent accepter un tel marché sans provoquer une opposition vive de leur propre population (sans risquer leur poste, de fait), et de certains gouvernements arabes (pour les mêmes raisons). Mais ils ne peuvent pas non plus refuser ce projet américain, car ces deux pays sont sous perfusion économique. Refuser de se plier au diktat de Trump, c'est s'exposer à une fermeture brutale de toute aide financière et économique.

Mine de rien, ce projet n'est pas aussi délirant qu'il y paraît, si on prend en compte que les humains comptent pour du beurre...

2 3 Phrases provocatrices :

Il y en a tellement qu'on ne prendra ici que trois exemples. A vous de tester nos analyses sur d'autres phrases, d'autres décisions trumpiennes.

2 3 1 - Drill baby drill :

- La phrase anglaise « **Drill, baby, drill !** », qui peut être traduite en français par « **Fore, chéri, fore !** », est un slogan de campagne du parti républicain pendant l'élection présidentielle de 2008 aux États-Unis. Ce slogan exprime le soutien de ce parti à l'intensification des forages pétroliers en vue d'augmenter la consommation [en énergie](#) provenant de ressources sur le sol américain..

En janvier 2025, Trump a signé un décret déclarant l'« *urgence énergétique nationale* ». L'objectif est de forer le plus possible pour remplir les réserves US de pétrole et de gaz, pour faire baisser les prix et obliger les autres États à acheter le carburant US.

- « **You're fired ! (T'es viré!)** » **phrase** tirée de son émission de télé réalité et qui prend aujourd'hui une dimension plus réelle avec le plan de licenciement de 300 000 fonctionnaires dans le plan DOGE dit d'efficacité gouvernementale dirigé par Musk.

2 4 Surjouer les codes du fascisme pour provoquer la sidération

- « **J'ai besoin du genre de généraux qu'avait Hitler - Hitler a aussi fait de bonnes choses** » Propos de **Donald Trump** relayés par le New York Times, le 22 oct 2024. En voilà un que ne fait aucun cas de la « loi Godwin », qui veut qu'immanquablement, dans les conversations européennes, on arrive à évoquer Hitler ou le nazisme.

- Elon **Musk** n'est pas en reste qui ose un salut nazi lors de l'investiture de Trump.

- **J.D. Vance** qui a fait l'éloge des nostalgiques de Hitler et Mussolini devant la fine fleur des gouvernants européens réprimandés par lui pour ce qu'il leur reste d'antifascisme, avant qu'il rencontre en privé son amie, la leader de l'AfD néofasciste seulement quelques jours avant les élections allemandes ?

- **Peter Thiel**, magnat de la Silicon Valley et proche conseiller de Trump, le plus formé et influent de trois (avec Vance et Musk), a grandi à Swakopmund, une petite ville de l'actuelle Namibie, peuplée de blancs d'origine allemande, qui fêtaient chaque année jusqu'à récemment l'anniversaire... de Hitler et se saluaient dans les rues avec des...Heil Hitler décomplexés !

Ça va de soi que ce penchant prononcé de Trump, Musk, Vance pour la violence brute et pour tout ce qui rappelle le nazisme ou le fascisme triomphant, n'aurait qu'un intérêt moyen s'il ne mettait pas en péril la vie des millions de gens, l'existence des pays entiers et la paix dans le monde. Une paix faite sans et contre les victimes de la guerre tant en Ukraine qu'en Palestine conduira inévitablement à une conflagration générale.

Que faut-il de plus pour qu'on arrête tant à droite qu'à gauche, de décrire Trump, Musk ou Vance comme... « populistes », et de qualifier leurs affinités électives avec les nazis de simples... « provocations » et leurs actions de « controversées » ?



2 5 La stratégie du choc

Du 20 janvier au 10 mars, Donald Trump a paraphé la bagatelle de 90 décrets présidentiels, contre une quinzaine dans la même période de son premier mandat, qui permettent au président d'orienter directement et rapidement l'action de l'administration fédérale, sans passer par la voie législative du Congrès.

Il a aussi révoqué des dizaines de décrets de l'administration précédente, dont une septantaine³ en une seule signature dès son premier jour au pouvoir, soit près de la moitié des 162 textes signés par Joe Biden en quatre ans.

³ La source de ces infos provient d'un journal Suisse.

Une grande partie de ces ordonnances (16) ont permis à Donald Trump de mettre en place les outils qui lui permettront d'appliquer sa doctrine de gouvernement : une centralisation maximale du pouvoir au seul cabinet présidentiel. C'est l'un des objectifs de la création du fameux *Département de l'Efficacité gouvernementale* (DOGE), qui doit permettre à Elon Musk de mener une grande purge tant budgétaire qu'idéologique dans l'administration fédérale.

Peu importe si certaines mesures sont contestées ou annulées par la suite. L'essentiel pour lui est de montrer qu'il veut gouverner par l'action rapide et symbolique.



On vous épargne les 90 « *executives orders* », une sélection suffira :

- Réduction de moitié des effectifs du ministère de l'éducation nationale, pour transférer les compétences aux Etats. A terme, le ministère fédéral de l'éducation sera complètement démantelé : il faut en finir avec la bureaucratie ! Musk prévoit le licenciement de 300 000 agents fédéraux.
- Le télétravail a été supprimé du jour au lendemain, sans délai.
- Tarifs douaniers à 25% vis-à-vis du Canada et du Mexique, décision pour le moment suspendue jusqu'en avril 2025, Même décision vis-à-vis de l'Europe qui a pris effet en février 2025.
- Décret supprimant le genre « X » pour les personnes non-binaires, sur les documents administratifs.
- Décret supprimant l'appli permettant aux migrant-es de faire une demande d'asile.
- Retrait des accords de Paris concernant la réduction des émissions de carbone,.

- Coupes massives dans le personnel des agences fédérales, financements suspendus ou annulés, données rendues inaccessibles, réunions reportées sine die : volonté de réduire à la hache les coûts de fonctionnement de l'administration fédérale. La science n'est pas épargnée : même la NASA licenciée dans son secteur « recherche sur le climat ».

- Mise en place d'un moteur de recherche avec les mots censurés (*genre, femme, climat, diversité*, etc.), plus de 200. Avec suppression des financements des recherches universitaires sur ces sujets.

Le golfe du Mexique serait renommé , dans les documents officiels, « *Golfe de l'Amérique* ».

2 6 Les aventuriers de la démocratie perdue : (destruction d'un leurre pour un autre leurre).

Comment croire en la démocratie à l'échelle d'un pays alors que les enjeux économiques, politiques se jouent à une autre échelle dans ce monde globalisé ? Une échelle de toute façon inaccessible à qui ne fait pas partie du sérail des gouvernants.

On croit avoir prise à l'échelle nationale alors qu'en fait tout se joue à l'échelle planétaire.



3- Le prix du leurre

3 1 Les moyens

- L'administration

Parce que les décisions prises par les états-majors ne peuvent s'appliquer qu'avec la participation de toute la chaîne de l'administration. Même si certains sont plus responsables que d'autres.



On ne doit pas penser qu'ils réfléchissent à tout : le quota faramineux de migrants à expulser ne pourra pas être rempli en temps et en heure, faute de moyens en personnel pour application ces expulsions.

- Forcer l'acceptation de la population : par la peur et la résignation

Dans un premier temps, par la « stratégie du choc », qui met les victimes présentes et potentielles en état de sidération. Sans réaction. le licenciement dans les agences fédérales, comme dans les entreprises comme celle appartenant à Musk, du jour au lendemain, sans motif autre que ne pas plaire augmente la précarité et attise la soumission.

- En concentrant les commentaires immédiats (*hic et nunc*) sans contextualiser sur le reste de la planète, la propagande médiatique ne permet pas de comprendre les stratégies en cours.

Les gens ne comprennent pas et laissent aux affaires « ceux qui savent » : délégation de pouvoir sans comprendre les conséquences. Sachant que les « grands » au pouvoir ne les écoutent pas, les méprisent, ils préfèrent penser à autre chose : à quoi bon se mobiliser puisque cela ne servira à rien ?

- Bush disait qu'il fallait être imprévisible pour susciter l'effroi chez les ennemis. Pour le moment, il semble que Trump et son administration provoquent la sidération, et donc l'immobilisme, si ce n'est l'acceptation.

- La répression augmentée par la révolution numérique

- Un exemple : les migrants : l'application *CBP One* était l'unique moyen de déposer une demande d'asile aux USA, ce qui avait déjà été dénoncé par Amnesty comme une atteinte aux droits humains, une barrière technologique non accessible à toutes. Trump l'a fait désactiver d'un coup. Il n'y a plus aucune possibilité de demander l'asile aux USA.

3 2 - Les populations cibles

- A l'intérieur des USA :

- Les femmes et minorités de genre

Trump a signé le 20 janvier plusieurs décrets, dont un ordonnant à son administration de « reconnaître » l'existence de seulement « deux sexes » définis à la naissance, le genre X inscrit sur les papiers administratifs des personnes non binaires est désormais interdit. L'accès des lieux conçus pour les femmes est interdit pour les trans. Les personnes trans sont interdites dans les compétitions sportives, et dans le corps des armées (s'en plaindra-t-on ?). Et aussi un décret visant à mettre fin aux programmes de diversité, d'équité et d'inclusion (DEI) dans les départements et agences fédéraux. Ces politiques avaient pour but affiché de promouvoir l'égalité des chances pour lutter contre les inégalités subies notamment par les personnes de couleur, les femmes, la communauté LGBT+ ou les personnes en situation de handicap. Désormais, ces postes sont fermés, les personnes licenciées, ainsi que les agents fédéraux qui relèveraient la tête.

Trump a annoncé, au cours d'un meeting qu'il protégerait les femmes, « *qu'elles le veulent ou non* »⁴. Faut-il rappeler qu'il a été condamné, en 2023, à une amende de 5 millions de dollars pour avoir été reconnu coupable d'une agression sexuelle en 1996 ?

Rappel : Un arrêt de la Cour suprême, en 1973, a dépénalisé l'avortement et fait de l'avortement un droit constitutionnel (car relevant de la vie privée, protégée par le 4^{ème} amendement). 50 ans plus tard, en 2022, cet arrêt [est abrogé](#) par l'administration Biden. Cela fait porter le choix du droit à l'avortement ou de son interdiction sur la législation de chacun des États. Une vingtaine d'entre eux a prévu de l'interdire. Cela permettra la criminalisation de l'IVG.

- Les noir-es :

Comme toutes personnes racisées, ils et elles sont victimes de la fin du programme DEI.

Par ailleurs, Robert Kennedy Jr, Secrétaire à la santé, affirme que les Noirs américains n'ont pas besoin de vaccins. Ils ont un système immunitaire très puissant.

Mi-mars, dans leur lutte contre le wokisme (contre le programme DEI), la biographie d'un soldat noir médaillé a été retirée du site du ministère de la défense. Juste parce qu'il est noir. La biographie a été Rétablie quelques jours plus tard, après de vives réactions. Ils ont essayé, et cette fois-là, ils ont reculé.

⁴ "I want to protect the women of our country ... I'm gonna do it whether the women like it or not" 20241031.

- Les ouvrier-es

A l'heure où ces lignes sont écrites, nous n'avons pas vu de décrets concernant spécifiquement les travailleurs-euses. Mais le « *Project 2025* » envisage la limitation du droit à l'organisation syndicale, la **marginalisation** du *National Labor Relations Board* (agence indépendante du gouvernement fédéral américain chargée de conduire les élections syndicales et d'enquêter sur les pratiques illégales dans le monde du travail), l'abolition des lois sur le paiement des heures supplémentaires, une dérégulation massive au profit des industries pétrolières et gazières.

« *L'ambition est de réduire les normes en matière de sécurité et les protections contre les abus sur le lieu de travail.* », dixit la CGT.

- Les pauvres :

Les attaques tout azimut de l'administration Trump, si elles ne concernent pas que les pauvres, les impactent particulièrement. Supprimer, par exemple, le ministère fédéral de l'Education (et son budget), c'est supprimer les subventions pour les écoles, apport financier important dans les zones pauvres.

- Les malades

20 millions d'américain-es concerné-es

- L'accès aux soins est aussi menacé quand des fonds fédéraux seront en jeu. Cela touchera les bénéficiaires des programmes Medicare (personnes âgées), Medicaid (personnes aux revenus limités), Tricare (militaires), et ceux qui reçoivent des soins en prison. Ce qui impliquera une augmentation des prix des médicaments.

L'ACA, connu sous le nom d'*Obamacare*, a été abrogé. Les assureurs privatisés ont plus de pouvoir pour contrôler le secteur de la santé, ce qui conduira probablement à une augmentation du coût des options d'assurance maladie restantes.

- Des organismes de prévention du SIDA voient leurs subventions gelées, ce qui se répercute sur le financement (coûteux) des traitements des malades. Ces derniers ne peuvent plus se soigner.

- Les coupes drastiques dans le budget de la recherche médicale stoppera net certaines recherches et pénalisera les Etats ruraux qui n'ont pas assez d'argent pour financer seuls les recherches médicales. Or... ces Etats ont voté massivement pour Trump.

- Les migrants :

- Lors de son premier jour de mandat, le président a signé un décret exécutif attaquant le droit de naissance de citoyenneté⁵, droit constitutionnel accordant automatiquement la citoyenneté à toute personne née aux États-Unis.
- Trump a signé 6 décrets limitant la possibilité d'arriver sur le sol américain et organisant les expulsions massives des migrants. Certains de ces décrets enfreignent le droit établi⁶ ; d'autres se révéleront pratiquement impossibles à mettre en œuvre au regard des ressources limitées dont dispose l'administration. Mais le résultat est la dégradation des conditions de vie et de travail des migrants soumis à la peur qui accepteront des salaires encore plus bas.
- L'état d'urgence a été promulgué à la frontière mexicaine : cette mesure permettra d'octroyer des fonds pour envoyer des forces armées à la frontière.
- Un plan d'expulsion de 11 millions de migrants (chiffres imprécis) se met en place. La difficulté est matérielle : manque de personnel (qui se fait licencier), manque de moyens de rapatriement.
- Des rafles ont eu lieu à Chicago pour vérifier les papiers et expulser immédiatement. D'autres ont aussi eu lieu en Floride, en Californie, au Texas, en Géorgie, dans le Colorado et au Nebraska notamment. Avec la possibilité d'arrêter les migrants dans les écoles, les hôpitaux et les lieux de culte pour les refouler à la frontière.
- L'administration Trump a réalisé une première purge de la justice administrative responsable de l'immigration, et menacé d'engager des poursuites contre les élus et les fonctionnaires des collectivités locales qui feraient obstacle à une opération anti-immigration.
- Lorsque la **Colombie** a refusé de laisser atterrir sur son sol deux avions militaires remplis d'immigrés menottés, les USA l'ont menacée de sanctions : commerciales (droits de douanes à 25%), diplomatiques et financières (mesures contre les banques) potentiellement dévastatrices pour l'économie colombienne. Bogota a obtempéré à « *toutes les exigences du président Trump* ». La Colombie a même proposé d'envoyer l'avion présidentiel pour récupérer les ressortissants, non menottés. Trop tard ! La démonstration de force a porté ses fruits : « *Les événements d'aujourd'hui montrent clairement au monde que l'Amérique est à nouveau respectée.* » s'est vanté Trump. Les dirigeants colombiens restent indésirables aux USA tant que tous les migrants colombiens ne seront pas expulsés.
- Puis le Salvador a été sommé d'accueillir 240 migrants vénézuéliens, expulsés sans procès d'après une loi du 18^{ème} siècle sur les ennemis du pays en temps de guerre, en les qualifiant de gang de narcos.
- La liste est non exhaustive.

5 Correspondant au droit du sol, en France, que Marine Le Pen veut faire abroger, si le RN arrive au gouvernement.

6 Peu lui chaut ! En français contemporain : il s'en fout !

Les cibles à l'étranger :

- Les palestiniens

Trump copie le tristement célèbre besoin d'« espace vital » (*Lebensraum*) du Troisième Reich, quand il déclare que la population israélienne se trouve à l'étroit dans l'actuel État d'Israël, et c'est pourquoi il consent à l'annexion par Israël de la Cisjordanie et qui sait de quelles autres régions du Moyen Orient pour former l'imaginaire « Grand Israël » sur lesquelles Netanyahu et ses amis prétendent avoir un... « droit biblique »⁷ !

Les bombardements massifs du 17 mars 2025 (et les suivants) qui ont fait 400 morts en une nuit à Gaza, en violation de l'accord de cessez-le-feu, la destruction massive de la Cisjordanie n'ont été très probablement possibles qu'avec l'accord et l'aide active et criminelle des USA.



- Les ukrainiens

Les pseudos accords de paix du printemps 2025 se feront sur le dos de la population civile, sans qu'on lui demande son avis : annexions de territoires où ils vivent, reconstruction d'un pays ruiné au bénéfice des puissances étrangères, paiement d'une dette de guerre aux américains, alors que c'est Poutine qui a envahi l'Ukraine, etc.

- Les institutions internationales.

- L'administration Trump a notamment annoncé la suspension de 92% des financements de programmes à l'étranger de l'USAID pour 90 jours, le temps « d'examiner les dossiers ». A terme, cette agence fédérale devrait être démantelée. Cette mesure, même temporaire est une catastrophe pour les populations des pays du Sud, même si les fonctionnaires de l'USAID ne sont pas des bons samaritains et actent au premier chef pour leurs intérêts et ceux de l'impérialisme US.

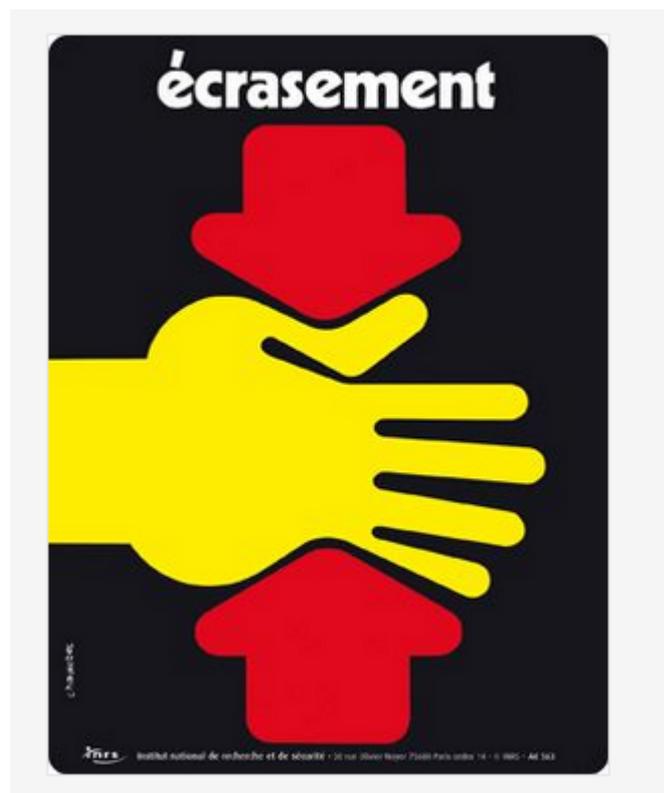
⁷ Pour une analyse historique approfondie, lire les livres de Shlomo Sand, en particulier *Comment la terre d'Israël fut inventée*, Flammarion, 2012.

Ce décret a été suspendu par une juge fédérale huit jours après sa signature. Mais comme tous les autres décrets suspendus, ils seront de nouveau présentés à la signature présidentielle, mieux ficelés...

- Trump met fin, par « *executive orders* » à l'adhésion des États-Unis à l'Organisation mondiale de la santé (OMS), car elle serait contrôlée par la Chine. Les USA ont décidé de ne plus financer les programmes de lutte contre le SIDA, la polio et les urgences sanitaires. Cela impactera en particulier la santé des populations en Afrique et dans tous les « *pays de merde*⁸ » que compte cette planète. Trump avait déjà drastiquement réduit le financement de l'OMS, lors de son premier mandat. L'Europe avait en partie comblé le trou. Cette fois-ci, elle a d'autres préoccupations : en particulier, la guerre.

Trump déclare reporter cette somme (évaluée à 1 milliard de dollars) sur des partenaires (entendons privés) « *crédibles* », afin de pallier au manquement de l'OMS.

- Et Trump retire le pays de l'Accord de Paris sur le climat. Ce qu'il avait fait lors de son premier mandat. Biden avait réintégré le pays dans cet organisme sensé lutter contre le dérèglement climatique. Ce qui est cohérent avec sa volonté de relancer massivement l'industrie fossile, qualifiant les politiques climatiques de son prédécesseur de « *green new scam* » (« *nouvelle arnaque verte* »).



⁸ Phrase énoncée par Trump, histoire de ne pas oublier en quelle estime il tient la majorité des humains de cette planète.

3 3 - Il lui faut bien des soutiens : les capitalistes

Les capitalistes sont, par définition, peu nombreux. Ils sont aussi, par violence, très riches et très puissants. Leur soutien est donc très efficace.

- Sans surprise, les GAFAM ont soutenu la campagne électorale de Trump, d'autres grands patrons se sont alignés sur l'équipe de Trump, espérant engranger des bénéfices par la suite, en contrepartie de leur soutien financier et logistique.

- le « national capitalisme autoritaire », c'est ainsi que certains économistes qualifient ces nouveaux régimes, s'appuie sur le MAGA⁹. Certains secteurs comme l'extractivisme, y reconnaissent leurs intérêts, ils applaudissent aux « efforts » de Donald Trump pour réduire les impôts, déréglementer l'économie et abaisser les coûts de l'énergie.

- La lutte anti-corruption est abandonnée : puisque les entreprises étrangères versent des pots-de-vin pour obtenir les marchés, les américains d'abord !



4 - Des réactions ?

4 1 Qu'en est-il des contre-pouvoirs à l'intérieur ?

4 1 1 Les partis

- Le parti démocrate est en état de torpeur post-électoral, il est divisé et ne réagit pas.

- La majorité républicaine classique (au Congrès) est maintenant faible. Elle n'a pas réagi au premier mandat de Trump quand des ministres extrémistes étaient nommés, elle a encore moins de force sous le deuxième mandat.

4 1 2 les institutions

- Le temps judiciaire est un temps long. Ni Trump, ni Musk n'ont l'intention de respecter les décisions qui ne leur sont pas favorables. Exemple : abolition du droit du sol, abolition du droit à l'avortement.

- Les juges n'ont pas de prises devant des dirigeants qui entendent ne plus respecter « l'Etat de droit » : exemple : Musk ne verse pas l'argent voté par le Congrès aux agences fédérales (que par ailleurs il a la charge de démanteler) ; autre exemple : amnistie des insurgés du Capitole de 2021, et déclare l'impunité pour ses partisans quels que soient leurs actes.

⁹ Révision : MAGA = *Make America Great Again*.

D'après certains juriste internationaux, aucun garde-fou institutionnel possible, la procédure *d'impeachment*, de destitution, n'est pas possible dans le cas de Trump, car la procédure devrait être votée par le Sénat, républicain. Et de toute manière, c'est Vance, vice-président, qui assurerait la présidence.

4 1 3 Les marchés financiers

Mi-mars 2025, les principaux indicateurs financiers de Wall Street ont chuté de plusieurs points, avant de faire le yoyo au moment où ces lignes sont écrites. Les investisseurs étant déstabilisés par l'annonce inattendue par Trump d'une possible récession américaine.

4 1 4 le patronat :

- Larry Fink, le patron de BlackRock, s'inquiète de l'impact des renvois massifs d'étrangers sur l'activité de l'agro-industrie, sur le BTP (il cite la pénurie d'électriciens dans la construction de logements individuels, ce n'est qu'un exemple parmi d'autres): cela pourrait peser sur l'activité et freiner la croissance.

- Deux mois après la prise de fonction du président des Etats-Unis, certains grands patrons américains commencent à s'inquiéter de la violence des décisions économiques de l'administration Trump, sans le dire ouvertement.

4 1 5 les syndicats

- Pour le moment, certains, comme les syndicats américains et canadiens des métallos protestent (quand la plupart se taisent) : l'augmentation des tarifs douaniers va faire augmenter les prix, et entraîner en bout de chaîne des milliers de suppressions d'emplois (après faillites).

- L'UAW, syndicat de l'automobile explique avoir déposé un recours en août 2024 « *contre les milliardaires déshonorables Donald Trump et Elon Musk pour leurs tentatives illégales de menacer et d'intimider les travailleurs qui se mobilisent en menant des activités concertées protégées, comme des grèves* ». En vertu de la législation fédérale, les employés ne peuvent pas être licenciés parce qu'ils font grève et menacer de le faire est illégal.

- Pour l'instant, l'AFL-CIO, qui syndique 13 millions de travailleurs-euses, disent « ***opposer aux politiques de divisions et de stigmatisation, la solidarité*** ». Mais nous n'avons vu aucun mot d'ordre de mobilisation concrète.

4 1 6 Les américains de base

- Dans les Etats du Sud, les américains de base ont participé, par le passé, à la pérennité des lois racistes de *Jim Crow*, collaborant à la « terreur de caste »,. Il y a à peine deux générations, ils ont pu mettre de côté les normes « démocratiques » pour assurer l'exploitation économique, la subordination sociale et l'exclusion politique d'une partie de la population...

- Quelques manifestations s'organisent : une des premières est celles scientifiques, début mars 2025.



4 2 Qu'en est-il des contre-pouvoirs à l'étranger ?

- Exemple au Canada :

Certains syndicats tels que l'UNIFOR (syndicat majoritaire du secteur privé, l' UAW (travailleurs unis de l'automobile) ou encore le CTC (congrès du travail du Canada) optent pour la collaboration de classe face à la guerre commerciale lancée par Trump en faisant de la propagande nationaliste pour mobiliser les travailleurs derrière l'élite capitaliste . Ainsi, l'UNIFOR lance un « *appel aux armes économiques* » alors que le CTC, la plus grande fédération syndicale du pays a déclaré : « *L'heure est grave. Les Canadiennes et les Canadiens exigent une réponse forte et décisive. Ce n'est pas le moment pour des demi-mesures ou des discours vides. Il faut protéger nos emplois et nos industries, répliquer avec fermeté et investir dans notre avenir.* »

Le futur premier ministre canadien, Mark Carney, qui avait fait de son hostilité à Donald Trump son slogan électoral, s'est rebiffé : Donald Trump avait jeté un froid en mars en annonçant par surprise doubler les tarifs douaniers de 25 à 50% sur l'aluminium et l'acier importés du Canada (ceci afin de casser l'industrie automobile canadienne, au profit de l'industrie états-unienne)... avant d'y renoncer quelques heures après, à la suite d'échanges avec Ottawa (qui aurait pu appliquer des tarifs réciproques et user de l'arme des coupures de courant vers les Etats-Unis).

- Exemple au Mexique

Le Mexique a adopté une nouvelle réforme de sa Constitution, mardi 11 mars, permettant de protéger sa souveraineté nationale et de sanctionner les ingérences étrangères (prison pour les espions), après l'annonce de Donald Trump de placer six cartels mexicains sur une liste d'organisations « *terroristes* ».

- Exemple de l'UE

La Commission européenne a indiqué qu'elle réimposerait, à partir du 1er avril, des droits de douane en réponse aux 8 milliards d'euros de taxes de Washington, notamment sur des produits américains emblématiques, tels que les motos Harley-Davidson, le bourbon et les jeans. A partir de la mi-avril, elle appliquera d'autres contre-mesures pour 18 milliards d'euros, sous réserve de l'approbation des Etats membres.

- Exemple de la Chine

Vendredi 31 janvier, le président américain a annoncé que son pays imposerait 10 % de droits de douane sur la Chine, dès le 1^{er} février. Pékin travaille depuis des mois sur plusieurs scénarios de réponse, notamment sur des droits de douane généralisés ou ciblés sur les produits américains, dont Tesla.

5 Ce que cachent ces leures

Le système capitaliste est à bout de souffle, il a épuisé les hommes (même s'il continue à aggraver les conditions de travail), il a épuisé la nature (même s'il continue à la saccager). Il peut de plus en plus difficilement faire des profits. Nous pointons ici deux solutions qu'il semble vouloir mettre en œuvre, sans que ce soit les seules, pour tenter de s'en sortir.

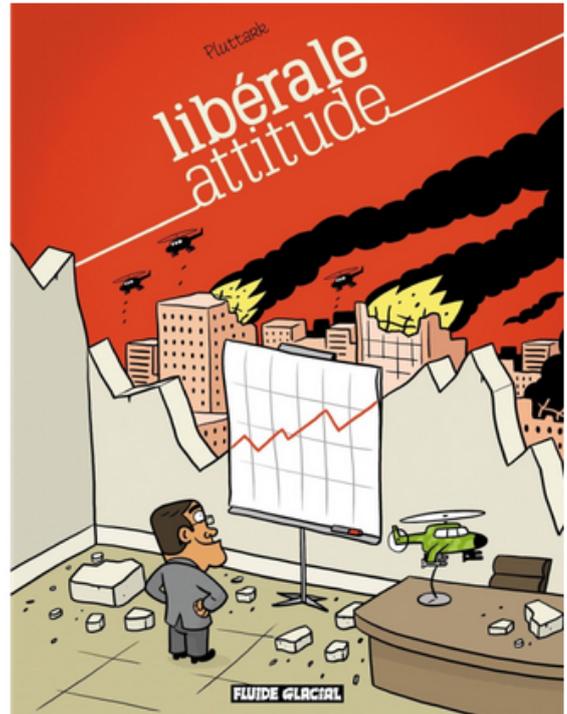
5 1 Un Etat mutant

- Les économistes, les commentateurs politiques écrivent depuis quelques temps déjà (Les Echos 2018, La Tribune 2017, Capital 2019, Médiapart 2018) qu'un Etat géré comme une entreprise est impensable, inconcevable. L'Etat ayant pour objectif (c'est eux qui le disent) de réguler au nom du bien commun, une entreprise ne survivant qu'en engrangeant des profits, plus que les concurrentes.

Pourtant, Milei en Argentine l'a dit, Trump et son administration sont en train de le faire : « *Je vais détruire l'Etat de l'intérieur !* ». Aux yeux des nouveaux décideurs, l'Etat n'est pas assez performant, il est en déficit constant. Il y a trop de dépenses inutiles (salaires, aides, subventions).

- Il nous semble que nous assistons en direct à la mutation (révolutionnaire ? dystopique pour le moins) de la nature de l'Etat de droit, tel que Montesquieu l'a défini, basé sur la séparation des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire et sur la démocratie électorale, à la clé.

- L'Etat américain est en train de se transformer en une gigantesque entreprise de droit privé, avec concentration des pouvoirs, dont la raison d'être est de faire bien des profits (via des entreprises « crédibles »), et d'être plus performante que les Etats voisins. Ce qui lui donnerait du pouvoir matériel et par contrecoup le pouvoir géopolitique.



Quelques pistes ?

- L'administration Trump est en train d'expérimenter la gouvernance concentrée dans le bureau ovale. Une flopée de décrets présidentiels qui effacent d'un coup le pouvoir législatif (le Congrès qui ne dit mot) et le pouvoir judiciaire (les décisions de justice annulées, comme l'amnistie des insurgés du Capitole, ou non respectées.)

- L'administration Trump est en train de s'accaparer les secteurs rentables et de se désintéresser de tout le reste.

L'administration Trump est en train d'étudier plusieurs annexions/acquisitions (Groenland, Panama, Gaza, et pourquoi pas le Canada), comme n'importe quelle entreprise procède à des fusions/acquisition d'autres entreprises.

- L'administration Trump est en train de licencier 300 000 salariés du public, en principe garantis de leur emploi, comme Musk licencie 10% de son personnel chaque année, quitte à en réembaucher, avec un nouveau contrat.

- L'administration Trump est en train d'externaliser certaines de ses dépenses, en particulier militaires : il veut obliger les Etats membres de l'OTAN à augmenter leur participation financière à hauteur de 5% de leur PIB. Il veut obliger l'Ukraine à rembourser 500 milliards de \$ (chiffre arbitraire) d'aides US depuis 2022 en laissant les entreprises US piller les ressources minières et agricoles du pays.

- L'administration Trump est en train d'externaliser les parties de ses salariés jugées à rendement faible pour remettre sur pied le budget : 11 millions de migrants sont en train d'en faire les frais, les pauvres, les malades, les chômeurs

verront les aides de l'Etat drastiquement diminuer. Ils seront effacés de la comptabilité.

- L'administration Trump est en train de choisir ses sous-traitants, par exemple SpaceX d'Elon Musk remplacera la NASA pour les activités spatiales. L'USAID, qui ne va pas tarder à être démantelée, sera remplacée par de véritables entreprises néocoloniales de gestion de la pauvreté dans les pays clients.

- L'administration Trump est en train de transformer les relations internationales avec les autres Etats en relations commerciales. Trump a affirmé vouloir faire des autres Etats des clients pour les entreprises US.

- Ce que peut garder l'administration Trump, c'est le « monopole de la force physique légitime », comme disait le sociologue Max Weber, le monopole de la violence répressive. Ce qu'une entreprise ne peut, généralement, pas se permettre.

- Ce que peut garder l'administration Trump, c'est la manière d'engranger des recettes : taxer les citoyens du pays qu'il contrôle : taxes, directes ou indirectes, qu'il peut augmenter à sa guise (ou presque). Aucune entreprise ne peut choisir le montant des recettes dont elle a besoin. Elle subit la loi du marché (avec quelques accommodements).

- Le conseil des ministres de l'administration Trump devient le conseil... d'administration de la Société (SSARL ?) Trump.

- Que deviendront les dettes publiques colossales ? Il est possible qu'à l'occasion d'une guerre (ou autre événement sidérant), l'Etat américain se déclare en défaut de paiement... Et alors... ?

- Arrivés à leurs fins, Trump et son administration pourront, comme une entreprise, offrir à leurs partenaires (GAFAM et autres qui ont généreusement investi dans les campagnes électorales) des retours sur investissements, quelle qu'en soit la forme : bénéfices, dividendes, croissance, capitalisation... Comme dans toute entreprise, les petits porteurs (les électeurs) seront bien souvent les dindons de la farce (exemple la suppression des financements des recherches médicales pénalisera les Etats ruraux, trumpistes, car trop pauvres pour financer seuls cette recherche)

- Arrivés à leurs fins, Trump et son administration auront transformé le service public, en principe non marchand (bien que financé par les impôts) en services marchands, payants. La clientèle pourra choisir les niveaux des prestations, non selon ses besoins, mais selon ses moyens. Mais n'est-ce pas déjà un peu là ?

Pour l'instant, l'administration Trump n'est qu'à deux mois de sa prise de fonction. Rien ne garantit que ce nouveau système de management sera plus performant. Ils en sont à la phase d'expérimentation. Savent-ils réellement où ils vont ? Ils tâtent, essaient, reculent si besoin, outranciers dès qu'ils peuvent. Leur gestion entrepreneuriale engendrera-t-elle une nouvelle puissance américaine ou une récession mondialisée non contrôlable ? Personne ne sait encore.

Un nouveau management étatique, dictatorial comme l'est tout management entrepreneurial, semble se mettre en place. L'Amérique d'abord, puis l'Argentine. Et ensuite ?

- Ne dit-on pas que l'Eglise est une secte qui a réussi, et que l'Etat est une mafia qui a réussi ?

5 2 Une guerre qui vient

Deuxième méthode pour réaccumuler du capital, méthode qui a fait ses preuves par le passé et même maintenant : tout détruire (les marchands d'armes et les banquiers se frottent les mains) pour tout reconstruire (les entrepreneurs de toutes sortes se jetteront sur les ruines encore fumantes). Vous parlez de « dégâts collatéraux » ?

A l'heure où ces lignes sont écrites, Trump tente une mascarade de cessez-le-feu en Ukraine. Cela ne trompe personne. Tous les grands, politiques et capitalistes, ont intérêt à cette phase meurtrière.

On vous épargnera les différentes annonces macroniennes sur la préparation de la guerre pour sauver la paix. Nous ne nous ferons pas le relai de cette propagande.

Et si ce n'est pas une guerre en Europe, cela pourrait bien être dans le Pacifique, du côté de la mer de Chine, où les frictions succèdent aux provocations.



6 Quelques réflexions en vrac, soumises à votre sagacité, à votre perspicacité, bref à discussion

6 1 - Jusqu'où ou comment défendre ce qu'on continue de critiquer ?

En travaillant sur cette situation bousculée par Trump et son administration, on s'est rendu compte qu'on en arrivait à défendre ce qu'on critiquait auparavant, du temps où les balises étaient plus fiables.

Exemples ?

- L'OMS que Trump décide de ne plus financer pour donner cette somme d'argent public à des partenaires privés, sous son contrôle. L'OMS que l'on a vivement critiquée du temps du Covid, en tant que cheval de Troie des laboratoires pharmaceutiques, ou pour ses politiques sanitaires dans certains pays africains.
- L'USAID, agence fédérale d'aides américaines dans les pays du Sud que Trump a décidé de démanteler, aggravant la précarité de centaines de millions d'êtres humains. L'USAID que l'on a critiqué comme une arme humanitaire pour imposer un contrôle impérialiste américain de ces pays « clients ».
- Les Accords de Paris, que Trump a décidé de quitter, déstabilisant les actions internationales contre le dérèglement climatique. Accords de Paris qui ont été vilipendés pour leur inefficacité et leur qualité de bluff.
- Comme en France, on défend la Sécu, les retraites (très inégalitaires), l'école (élitiste) et l'hôpital public (la santé selon la taille du porte-monnaie des patients contre les attaques incessantes des hommes politiques) ou la recherche scientifique (largement financée par le public mais à des fins commerciales).
- Jusqu'où serons-nous amené-es à défendre un Etat et ses services publics, des institutions onusiennes ?

Réflexions sur la temporalité

- On se prend à réfléchir en fonction de différentes échelles de temps, de différentes temporalités :

- A court terme, on se dit qu'on a raison de défendre ces institutions, car les humains, surtout les plus pauvres, sont embarqués dans des organisations sociales telles qu'ils ne peuvent plus s'en passer. Le capitalisme a vandalisé les économies, et les classes populaires paupérisées n'ont plus aucun moyen de s'en sortir sans ces aides qui sauvent et améliorent le quotidien d'un certain côté, mais qui empoisonne la vie sociale et politique d'un autre.



- A moyen terme, dans cette situation nouvelle (que N Klein appellerait peut-être un « état de choc »), on n'a pas de solutions. Juste, on se dit que le retour à la situation antérieure n'est pas une solution. Comme disait un slogan de la période Covid, c'est cette normalité qui est le problème, pas la solution.

- A long terme, il va bien falloir se coltiner avec la lutte contre le capitalisme, dans sa période néo-fascisante. Et en ce moment engager la lutte contre l'extrême droite. « Et vous comptez faire comment ? »

Réflexions sur les rapports de force

Faut-il défendre les institutions si elles font l'objet d'attaques hostiles de la part des gouvernants ?

Les services publics, tels qu'on les connaît en France, est le résultat d'un rapport de force entre les différentes classes sociales, à une époque historique donnée. C'est le cas de la Sécurité Sociale en 1945, par exemple. Elle est le résultat d'un compromis entre les forces politiques à la sortie de la guerre. Les rapports de force ayant évolué, la Sécu fut rabaissée progressivement, au fur et à mesure que le prolétariat perdait du terrain dans cette guerre de classe.

Il ne peut plus s'agir de défendre les institutions ou le service public en tant que tels, puisque les rapports de force qui ont présidé à leur création n'existent plus. Pour restaurer les services rendus à tous les publics de façon égalitaire (santé, école, communication, etc.), il faut construire un nouveau rapport de force. Pour cela s'allier avec les premiè-res concerné-es, et de façon cohérente avec celles et ceux en bas de la hiérarchie.

Un autre monde, on n'a plus le choix.

6 2 - Justement dans cette lutte, sur quels alliés pourra-t-on compter ?

Question lancinante...

- Les militants de gauche sont les héritiers d'un mouvement qui a fait faillite. Nous sommes les mêmes héritiers. Mais elles et eux, bien que se sachant les perdants du jour, se rêvent en gagnants de demain, en gestionnaires responsables d'une société plus progressiste. De fait, nous ne pouvons pas avoir la même position, nous qui nous pensons les perdants d'aujourd'hui et de demain.

- Mais si le monde ne va pas bien, c'est aussi parce qu'on n'a pas les capacités d'être autonomes. On sort au claquement de doigts, on rentre de même. A-t-on la puissance de mobiliser autrement ? On encore une toute petite marge de manœuvre, celle de sortir au claquement de doigts des organisations réformistes, mais en tentant de profiter des mobilisations des autres pour diffuser nos propres idées. La mouche du coche ? Quelle main maniera la tapette ?

7 A quel leurre on se lève ?

A vous !

...

Vous reprendrez bien un petit ourson en guimauve ?

